

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 9

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

HUMEUR: IMAGES PIEUSES

Hasard, symbole, manifestation du divin ? Le trépas de Jean-Paul II est survenu en plein Sidaction. «Nous interrompons notre programme pour une information urgente». C'est bien du direct: voilà soudain la place Saint-Pierre aussi silencieuse que la place Rouge était vide. «Est-ce qu'on rend l'antenne ? » Vous n'y pensez pas... La religion cathodique reprend vite le dessus et le spectacle continue, avec l'incorrigible Arielle Dombasle qui massacre un Besame mucho tout à fait de circonstance.

C'était un défenseur inconditionnel de la vie, annonçant en chœur les thuriféraires du Grand Décédé. Ledit défenseur condamnait cependant l'usage du préservatif avec la même ouverture d'esprit qu'un témoin de Jéhova refusant les transfusions. La calotte, pas la capote, et le calbute en berne pour toute prophylaxie. Rappelons que le SIDA fauche un être humain dans le monde toutes les dix secondes.

Au Vatican aussi, the show must go on...Après l'agonie en live et le petit suspense savamment entretenu sur les funérailles – Où ça ? A-t-il laissé un testament ? – s'annonce un conclave qui ne devrait pas être piqué des vers. Somptueux, dirait la délicate Daniela Lumbroso. Mais hélas sans caméras, à moins que la Curie, toujours nécessaire, ne vende à TF1, Fox News ou CNN les droits de diffusion de ce qui deviendrait la plus regardée des émissions de télé-réalité.

On se régalerait, car tout n'est pas qu'amour entre prélats. Selon des vaticanologues bien informés, Sodano fait la gueule à Navarro-Valls, ou peut-être est-ce le contraire. Rome, ton univers impitoyable...

En tout cas, le conclave ne vas pas se la jouer moderato papabile. Tous les pronostics sont autorisés. Un « Rital » montera-t-il à nouveau sur le trône de Saint Pierre ? Verra-t-on un souverain pontife «black» ou «latino»? Dommage que Mgr Vingt-Trois ne soit encore qu'archevêque: comme son regretté père, Jean, il ferait un pape des plus honorables. Mais je confesse une légère préférence pour Norberto Rivera, cardinal mexicain, qui sitôt élu, pourrait avantageusement troquer la tiare pour le sombrero. Chic et choc. Enfin pour rester modeste, à l'instar de son célèbre compatriote, le sous-commandant Marcos, Rivera pourrait se faire appeler sous-pape.

Faut que j'arrête. La télé rend fou.

Roland Sierra
Carillonneur à la CNGR

EDITO: FAIRE DU NON LA CLEF D'UNE AUTRE POLITIQUE

Un demi-siècle après le lancement de la construction européenne, les trois principaux pays fondateurs de la CEE se débattent dans les affres de la stagnation et du chômage de masse. La France a dépassé la barre des 10% de chômeurs et les pronostics de croissance pour l'année en cours ne sont guère optimistes. Avec 5 millions de sans-emploi, l'Allemagne est visitée par le fantôme des années 30 ; quant à l'Italie de Berlusconi, les observateurs n'hésitent pas à parler de déclin devant ses mauvais résultats économiques.

Pourtant, en 2004, les 40 premières entreprises françaises ont enregistré les plus importants bénéfices de leur histoire : 57 milliards d'euros, soit 64% de plus qu'en 2003 ! Cette évolution ne surprend pas, lorsqu'on sait que la part des salaires dans les richesses créées par les entreprises est descendue de 70% dans les années soixante à moins de 60% aujourd'hui, alors que les bénéfices patronaux ont connu un gonflement inversement proportionnel.

Il est loin le temps où Helmut Schmidt, chancelier social-démocrate d'Allemagne, prophétisait que « les profits d'aujourd'hui sont les investissements et les emplois de demain ». Soumises au diktat des fonds de placement financiers qui constituent souvent le « noyau dur » de leur actionariat, les entreprises ne créent d'emplois que là où elles sont assurées de bénéfices en hausse et de lois sociales ou de réglementation environnementale tombées en quenouille. Cette ruée patronale vers l'Est et vers le Sud est le triste accomplissement de la prophétie de Schmidt.

Mais pour nous républicains, la fatalité n'est pas de mise. Comment relancer la croissance et créer des emplois, en France et en Europe ? En rendant à la souveraineté populaire la maîtrise des investissements stratégiques ? En donnant à la recherche un nouvel élan, en développant et en modernisant les services publics ? Voilà autant de pistes que la CNGR vous invite à explorer au cours d'un CARREFOUR REPUBLICAIN qui se tiendra mardi 12 avril à 19 heures, salle Henri Barbusse à Arcueil.

Placée sous le signe du Non de gauche au « traité constitutionnel », cette réunion sera l'occasion de tracer les lignes d'une alternative à la politique ultra-libérale. A côté des responsables de la CNGR et d'élus d'Île-de-France, apporteront aussi leurs réponses Emile Zuccarelli, ancien ministre et député-maire radical de Bastia, Jacques Bruhnes, ancien ministre et député communiste des Hauts-de-Seine, ainsi qu'un représentant de la direction nationale d'ATTAC.

La gauche républicaine vous attend à Arcueil le 12 avril. Venez nombreux !

CARREFOUR REPUBLICAIN
MARDI 12 AVRIL A 19 H
Salle Henri Barbusse (face à l'Hôtel de Ville)
17, rue Paul Doumer

ARCUEIL (RER B, station Arcueil Laplace – Maison des examens)

MAIS NON! MAIS NON!

MAIS NON! MAIS NON!

MAIS NON! MAIS NON!

MAIS NON! MAIS NON!

MAIS NON! MAIS NON!

Faire du référendum du 29 mai une grande victoire de la République!

BARROSO N'EST PAS SORTABLE

Initialement programmée au 21 avril, l'émission « 100 minutes pour convaincre » avec José Manuel Barroso en invité-vedette a été ajournée. S'il expose un jour, sur France 2, sa très libérale conception de l'Europe, ce sera après le référendum du 29 mai. En attendant, les partisans du Oui prient le président de la commission de Bruxelles d'observer un silence prudent, puisque chacune de ses déclarations dope le Non dans les sondages !

C'est le patron de France Télévisions, Marc Tessier, qui a pris la décision de « censurer » Barroso. Mais à la demande de qui ? Dans une lettre adressée à leur président, les élus du personnel au conseil d'administration de la société qui chapeaute les chaînes publiques, Yves Loiseau et Marcel Trillat, accusent Maignon d'avoir imposé la déprogrammation de l'émission. « Il s'agit d'un événement sans précédent depuis l'époque Peyrefitte » [ministre de l'information sous la présidence du général de Gaulle, NDLR], soulignent-ils.

BAYROU'S BLUES

Mardi 29 mars sur TF1, le président de l'UDF a exprimé son inquiétude face à « la montagne de mécontentement de toute nature qui fait monter le Non ». Bayrou a perfidement ajouté qu'il était donc souhaitable pour le camp du Oui que le gouvernement « adopte une attitude de réserve » durant la campagne. Il a raison : Hollande et Sarkozy posant ensemble sur la couverture de Match, ça arrache !

DJACK BAT DES RECORDS

Jack Lang a cru bon de déclarer que si la France votait Non, Paris pourrait se voir priver de l'organisation des Jeux Olympiques en 2012. Surtout que l'une des villes candidates est Madrid, et que les Espagnols, eux, ont voté dans le bon sens...Lang : déjà médaille d'or de la médiocrité.

LES EGLISES PRIENT POUR LE OUI

La Commission des Episcopats de la Communauté Européenne (COMECE) s'est prononcée en faveur du « traité constitutionnel ». Rien d'étonnant à cela, lorsqu'on sait que « l'héritage religieux » est revendiqué dans le préambule de la « constitution », ou que dans l'article I-52, l'UE garantit aux Eglises « un dialogue ouvert, transparent et régulier » - ce qu'elle se garde bien d'institutionnaliser avec les organisations syndicales.

Il faut savoir aussi que l'article II-70 proclame « la liberté de manifester sa religion individuellement ou collectivement, en public et en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites », à l'opposé de notre tradition laïque de séparation des espaces public et privé. Que le Oui l'emporte, et la loi de 1905 portant sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat deviendra anticonstitutionnelle...Nous y reviendrons dans une prochaine édition de CR.

TRIBUNE: LA LOI FILLON, C'EST DEJA LA CONSTITUTION

Une « discussion » d'une journée à l'Assemblée Nationale, pendant des congés scolaires, et 45 heures de « débat » au Sénat...Emballé c'est pesé, la loi d'orientation sera appliquée ! Quel mépris pour les centaines de milliers de lycéens mobilisés depuis plus d'un mois contre cette « réforme » ! Quel déni de démocratie de la part de ceux qui prônent plus de citoyenneté à la jeunesse ! Mis à part le recul sur la question du bac, l'essentiel des mesures de régression de cette loi demeure, notamment l'abandon de l'objectif de 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat ; objectif jugé inutile au regard de la qualification requise pour la grande majorité des emplois à pourvoir dans toute l'Europe.

Pourquoi un tel empressement ? Dans toute l'Europe, les mêmes réformes s'appliquent. Elles se nomment « Contrat stratégique pour l'éducation » en Belgique, « Plan Moratti » en Italie, Education and skills : investment for reform » en Angleterre ; c'est la mise en place d'un système d'évaluation pour coordonner les politiques éducatives des Länder en Allemagne, une réforme de l'enseignement secondaire supérieur est en cours au Danemark, la liste est encore longue...

Les points communs de toutes ces réformes ? Depuis mars 2000, le Conseil européen a défini la « stratégie de Lisbonne » qui est désormais la référence incontournable de toute politique éducative en Europe : soumettre l'enseignement à la compétition économique. Pour cela, les Etats membres s'emploient lors de réunions régulières à définir des priorités communes :

- diminuer les dépenses publiques en matière d'éducation
- avoir davantage recours à la dépense privée, augmentation des droits d'inscription, développement des établissements privés et des partenariats avec les entreprises
- rapprocher l'école de l'entreprise, diffusion de « l'esprit d'entreprise »
- diminuer pour la grande majorité des élèves le niveau scolaire par la mise en place d'un « socle commun » de « compétences de base », en orientant de façon plus précoce vers les filières professionnelles, en supprimant ou diminuant les options et les cours à dominante culturelle ou artistique.

Ainsi, l'objectif que se fixent les gouvernements européens n'est surtout pas de donner à l'Ecole les moyens d'élever le niveau de connaissances de tous les élèves, de lutter contre la sélection sociale qui ne cesse de progresser. Au contraire, ils considèrent l'école comme un réservoir à main d'œuvre flexible, mobile et précaire pour « un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée » (refrain du traité constitutionnel).

Plus que jamais, refusons cette école libérale au service des patrons ! Exigeons l'abrogation de la loi Fillon ! Votons Non à leur constitution !

Tract diffusé par le Comité pour le Non de Rouen